

N° 4828²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2000-2001

PROJET DE LOI**portant modification de la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme
de la réglementation des jours fériés légaux**

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES EMPLOYES PRIVES

(21.8.2001)

Par lettre du 26 juillet 2001, Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a soumis le projet de loi sous rubrique à l'avis de la Chambre des Employés Privés.

1. Ledit projet de loi entend réformer la loi modifiée du 10 avril 1976 relative à la réglementation des jours fériés légaux.

Deux modifications sont à prendre en considération, l'une relative à l'article 3, l'autre relative à l'article 7 de la loi modifiée du 10 avril 1976 portant réforme de la réglementation des jours fériés légaux.

1. La modification de l'article 3 de la loi modifiée du 10 avril 1976

2. La réforme porte essentiellement sur la distinction entre les notions de „jour de congé compensatoire“ et „jour de rechange“.

3. En fait une erreur s'était glissée dans le texte réformant la réglementation sur les jours fériés de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan d'action national en faveur de l'emploi, „PAN“. Contrairement à l'accord, le texte voté ne parle pas de *jour de congé compensatoire* à prendre individuellement par chaque salarié endéans un délai de trois mois, mais de *jour férié de rechange* à prendre individuellement par chaque salarié endéans un délai de trois mois.

4. L'ancien texte de la loi du 10 avril 1976 stipula dans son article 3 (1) que les jours fériés tombant sur un dimanche devaient être remplacés par un jour férié de rechange. Ce jour a généralement été fixé par arrêté ministériel au lundi subséquent du jour férié. Un salarié qui ne pouvait chômer ni le jour férié, ni celui de rechange, est alors, en dehors de son salaire brut, indemnisé d'une part de 70% pour le travail dominical et d'autre part, il recevra une majoration de 100% pour chaque heure prestée, sans préjudice de sa rémunération mensuelle, pour le jour férié de rechange.

La loi PAN du 12 février 1999 réforma la loi du 10 avril 1976: la disposition légale prévoyant la fixation d'un jour férié de rechange au lundi subséquent au cas où un jour férié tomberait sur un dimanche, aurait dû être remplacée par une nouvelle disposition prévoyant l'abrogation du système de jour férié de rechange et son remplacement par un jour de congé compensatoire au choix du salarié.

L'objectif était d'éviter le déficit concurrentiel que les commerçants éprouvaient du fait de devoir laisser chômer, contrairement à leurs concurrents limitrophes, leurs établissements non seulement le dimanche mais encore le lundi subséquent.

5. Mais une erreur textuelle s'est produite, de sorte qu'aujourd'hui, l'article 3 stipule que si l'un des jours fériés tombe sur un dimanche, il sera remplacé par un jour férié de rechange à prendre individuellement par chaque salarié endéans un délai de trois mois à partir de la date du jour férié ayant dû être remplacé.

Cependant dans ce cas, il ne s'agit pas d'un jour férié de rechange, mais d'une compensation d'un jour férié. Cet article 3 donne donc lieu à une confusion des notions de jour férié de remplacement et de jour de compensation. En fait, l'auteur s'est tout simplement trompé de notion.

6. Le présent projet de loi entend écarter cette erreur en remplaçant justement la notion de „jour férié de rechange“ par celle de „jour de compensation“.

2. La modification de l'article 7 de la loi modifiée du 10 avril 1976

7. L'accord PAN laissa apparaître la question du cumul des indemnités pour les personnes qui doivent obligatoirement travailler les dimanches. Une polémique a pris naissance en été 1999, lorsque le jour de l'Assomption du 15 août tomba sur un dimanche. Pour la FEDIL, la notion de jour férié, et donc la majoration pour travail presté le jour férié, serait alors déplacée sur le jour férié de rechange.

8. Le Ministère invoque à ce sujet que l'intention du législateur n'a évidemment pas été d'abolir le caractère du jour férié légal, ni des droits qui y sont attachés. Par conséquent, la rémunération du travail au cours d'un jour férié légal tombant sur un dimanche est calculée de la même façon que le travail au cours d'un jour légal tombant sur un jour de semaine, à l'exception toutefois qu'un jour de repos doit être obligatoirement pris et qu'un supplément de 70% pour le travail dominical est versé. Il en résulte que la rémunération totale pour un tel jour s'élève en fin de compte à 270% et un jour de congé compensatoire.

9. Cette prise de position ne suffisait pourtant pas pour mettre fin à la polémique, d'où la nécessité de rédiger un nouvel projet de loi clarifiant une fois pour toutes la législation à pratiquer.

10. Le présent projet ajoute un troisième paragraphe à l'article 7 de la loi en question, qui traite de l'indemnisation des personnes qui ne peuvent chômer lors d'un jour férié. Les deux premiers paragraphes établissent une majoration de 100% du salaire de base de la rémunération pour le travail presté lors d'un jour férié qui tombe sur un jour ouvrable.

Le nouveau paragraphe règle la question de la rémunération lorsqu'un jour férié tombe sur un dimanche. Sous le nouvel régime, un jour férié tombant sur un dimanche, les salariés obtiennent en dehors de leur salaire de base une indemnisation de 170% (100% + 70%). Le salarié a donc droit au cumul des indemnisations pour le travail presté un jour férié auxquelles s'ajoutent des indemnisations pour le travail de jour de dimanche.

11. L'ambition du projet sous avis, qui a pour objet de clarifier la législation régissant les jours fériés qui tombent sur un dimanche, situation se présentant pour la prochaine fois le 23 juin 2002, ainsi que l'indemnisation des salariés qui ne peuvent chômer ces jours, trouve l'accord de la Chambre des Employés Privés.

Luxembourg, le 21 août 2001.

Pour la Chambre des Employés Privés,

Le Directeur,
Théo WILTGEN

Le Président,
Jos KRATOCHWIL